



**Convention internationale
sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination raciale**

Distr.
GENERALE

CERD/C/237/Add.2
30 août 1995

Original : FRANCAIS

COMITE POUR L'ELIMINATION DE
LA DISCRIMINATION RACIALE

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES
CONFORMEMENT A L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION

Neuvièmes rapports périodiques des Etats parties
devant être présentés en 1993

Additif

Zaïre */

[26 avril 1995]

*/ Le présent rapport regroupe dans un seul et même document les 3ème, 4ème, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème et 9ème rapports périodiques du Zaïre qui devaient être présentés, respectivement, les 21 mai 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, 1991 et 1993.

Pour le rapport initial et le deuxième rapport périodique du Zaïre et les comptes-rendus des séances du Comité auxquelles ces rapports ont été examinés, voir :

CERD/C/25 (CERD/C/SR.370)

CERD/C/46/Add.4 (CERD/C/SR.486-SR.487)

I. GENERALITES

1. Le Zaïre est un des pays d'Afrique centrale. Situé de part et d'autre de l'Equateur, il a une superficie d'environ 2 400 000 km² et une population estimée à plus de 45 millions d'habitants. Le pays est composé de plus de 250 tribus dont les principaux groupes sont : les Soudanais vers les frontières nord-ouest, les Nilotiques vers les frontières nord-est, les Bantous et les semi-Bantous occupent le reste du territoire avec une infime minorité de pygmés. Etat unitaire décentralisé, le Zaïre est formé par 10 provinces ou régions.

2. La Constitution et les lois ordinaires forment le cadre juridique général dans lequel les droits de l'homme sont protégés. A cela s'ajoutent les cours et tribunaux appelés à sanctionner les différentes atteintes aux droits de l'homme.

3. Au cours de la période considérée, le Zaïre était régi par la Constitution du 24 juin 1967. Celle-ci avait subi plusieurs modifications avant d'être remplacée par la loi constitutionnelle du 9 avril 1994. Il convient cependant de relever que les différentes modifications n'ont pas porté atteinte aux dispositions définissant les droits fondamentaux des citoyens.

4. Ayant fondé la société dans un régime égalitaire, l'article 11 de la Constitution est libellé en ces termes :

"Tous les Zaïrois sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois.

Aucun Zaïrois ne peut, en matière d'éducation et d'accès aux fonctions publiques ni en aucune autre matière, faire l'objet d'une mesure discriminatoire, qu'elle résulte de la loi, ou d'un acte de l'exécutif, en raison de sa religion, de son appartenance raciale ou ethnique, de son sexe, de son lieu de naissance, de sa résidence ou de ses convictions politiques."

5. Quant aux étrangers, l'article 34 de la Constitution leur reconnaît la jouissance de la protection accordée aux Zaïrois quant à leurs personnes et biens.

6. En vue de promouvoir l'unité africaine, la République peut conclure des traités et accords d'association comportant abandon partiel de sa souveraineté.

II. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ARTICLES 2 A 7 DE LA CONVENTION

Article 2

7. Les développements qui suivent démontrent que le Zaïre, dont la législation est antérieure à la Convention, n'a pas attendu cette dernière pour légiférer sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

8. Outre les principes constitutionnels cités précédemment, l'on peut relever à titre exemplatif :

L'article 17 de la Constitution qui garantit à toute personne la liberté de pensée, de conscience et de religion;

L'article 27 de la Constitution, proclamant l'égalité de tous les Zaïrois en droit et en dignité, stipule que tout acte qui accorde des privilèges à des nationaux ou qui limite leurs droits de raison de l'origine ethnique, tribale ou régionale, de l'opinion politique ou philosophique, de la religion ou du sexe est contraire à la présente loi et punie des peines prévues par les lois. Il en est de même de tout acte de provocation ou toute attitude visant à inciter à la violence ou à la haine pour des raisons d'appartenance politique, philosophique, ethnique, régionale ou religieuse, ou à semer la discorde entre nationaux.

9. Etant un Etat laïc composé d'une mosaïque de tribus et ethnies, le Zaïre a bâti son unité autour du principe de l'unité dans la diversité. Dès lors, les pouvoirs publics ne peuvent rester indifférents à tout acte de nature à compromettre cet équilibre. Au niveau du législateur ordinaire, nous retiendrons trois interventions parmi tant d'autres.

L'Ordonnance législative No 25/131 du 25 mars 1960 relative à la répression des manifestations de racisme ou d'intolérance religieuse punit de sanctions pénales les inscriptions murales ou autres, le port d'emblèmes, les gestes, les paroles ou les écrits susceptibles de provoquer, d'entretenir ou d'aggraver les tensions entre races, ethnies ou confessions.

Le Décret du 13 juin 1960 relatif à la discrimination dans les magasins et autres lieux publics interdit, dans ces lieux, de maintenir, d'aménager ou de faire maintenir ou d'aménager toutes installations distinctes, telles que guichets, entrées, comptoirs, etc. ... réservées à une race ou à une ethnie déterminée. Le même texte interdit de maintenir, de placer ou de faire maintenir ou placer des inscriptions, dessins ou signes quelconques indiquant les installations distinctes visées précédemment. La violation de l'interdiction est assortie de sanctions pénales.

L'Ordonnance-Loi No 66-342 du 7 juin 1966 relative à la répression du racisme et tribalisme punit notamment l'auteur de toute parole, tout geste, écrit, image, emblème ... manifestant l'aversion, la haine raciale, ethnique, tribale ou régionale.

Cet arsenal législatif antérieur à la Convention place le Zaïre dans l'avant-garde des pays opposés à la discrimination raciale dans toutes ses formes.

10. Malgré l'exclusion du cumul de nationalités, la législation zaïroise sur la nationalité reste somme toute libérale :

L'admission de jus soli comme l'un des modes d'acquisition de la nationalité zaïroise, permet aux non-Zaïrois par le sang d'obtenir la nationalité zaïroise.

Outre le jus soli, nous citerons la naturalisation, l'adoption et l'option qui accordent la nationalité zaïroise, moyennant certaines conditions, aux personnes étrangères.

11. La preuve supplémentaire de notre volonté d'éliminer la discrimination raciale se trouve dans le souci du législateur d'éviter l'apatridie. Ainsi, tout enfant né au Zaïre ou trouvé au Zaïre dont les parents sont soit inconnus soit sans nationalité acquiert d'office la nationalité zaïroise. Par ailleurs, les techniques de jus soli, de l'adoption, de l'option ou de la naturalisation permettent à l'apatride de devenir Zaïrois.

12. Les Zaïrois sont en général un peuple chaleureux et entretiennent d'excellentes relations avec les ressortissants des autres pays. Ce fait a été qualifié d'hospitalité légendaire. Les lois zaïroises sont en général bienveillantes à l'égard des ressortissants étrangers et de ceux qui acquièrent la nationalité zaïroise.

13. Les organisations et les mouvements intégrationnistes multiraciaux sont encouragés. Il existe nombre de programmes d'échanges culturels entre le Zaïre et plusieurs autres pays.

14. En matière économique, il échet de relever que les mesures de zaïrianisation qui avaient découragé la libre entreprise étrangère ont été levées par la Loi No 77/027 du 17 novembre 1977 portant mesure générale de rétrocession des biens zaïrianisés ou radicalisés. Aux conditions fixées par la loi, les étrangers s'adonnent au commerce, seuls ou en participation avec les nationaux.

15. En matière d'éducation, notre politique consiste à donner la même chance à tout le monde. Comme il a été dit, aux termes de l'article 11 de la Constitution, aucun Zaïrois ne peut, en matière d'éducation, faire l'objet d'une mesure discriminatoire, qu'elle résulte de la loi ou d'un acte de l'Exécutif, en raison de sa religion, de son appartenance raciale ou ethnique, de son sexe, de son lieu de naissance, de sa résidence ou de ses convictions politiques.

16. L'article 20 de la Constitution stipule que les soins et l'éducation à donner aux enfants et aux parents constituent, selon le cas, pour les parents et pour les enfants, un droit et un devoir qu'ils exercent avec l'aide de l'Etat.

17. L'article 21 pourvoit à l'éducation par l'enseignement national comprenant les écoles publiques ainsi que les écoles privées agréées et contrôlées par l'Etat.

18. L'Etat s'efforce d'éliminer l'analphabétisme par l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et professionnel, l'enseignement supérieur et universitaire, l'alphabétisation des adultes.

19. Il a toujours été tenu compte, lors de l'élaboration des politiques gouvernementales, du fait que le peuple zaïrois est constitué de groupes ethniques divers. Les autorités centrales et régionales ont toujours été attentives au caractère pluriethnique de la société zaïroise. Le souci des groupes minoritaires et de la pluriethnicité a toujours fait partie de la politique zaïroise, même avant l'indépendance du pays.

20. Composé de six provinces au moment de son indépendance, le Zaïre est à l'heure actuelle composé de 11 provinces, y compris la ville de Kinshasa. Les raisons en sont fort simples. Ce découpage permet désormais de mieux cerner les multiples besoins de chaque province et de mieux y faire face. Il favorise aussi le développement et le progrès, dans la mesure où il permet en fait de s'attaquer aux problèmes par la source. Aujourd'hui, c'est l'ensemble de l'opinion publique qui est sensibilisé au développement et au progrès des communautés. Celles-ci se sentent ainsi responsabilisées du bien général.

Article 3

21. Comme il a été dit précédemment, le Zaïre continue d'être à l'avant-garde de la lutte contre le racisme et l'apartheid. Certaines sanctions que l'Organisation des Nations Unies avait imposées contre l'Afrique du Sud ayant été levées, les relations économiques et autres avec l'Afrique du Sud se normalisent progressivement.

22. Dans le cadre de la lutte contre la ségrégation raciale et l'apartheid, le Zaïre a fourni une assistance financière et autre au mouvement de libération de la Namibie, particulièrement la SWAPO, avant l'indépendance de ce pays de l'Afrique du Sud.

Article 4

23. A propos de l'article 4, il y a lieu de se reporter aux développements inclus sous l'article 2.

24. Partant des principes constitutionnels qui proclament l'égalité devant la loi et bannissent la discrimination sous toutes ses formes, l'Ordonnance législative No 25/131 du 25 mars 1960 punit d'une peine de servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende n'excédant pas trois mille zaïres ou d'une de ces peines seulement les inscriptions murales ou autres, le port des emblèmes, les gestes, les paroles ou les écrits susceptibles de provoquer, d'entretenir ou d'aggraver la tension entre les races, ethnies ou confessions.

25. Aux termes du Décret du 13 juin 1960, dans les magasins et lieux publics, il est interdit de maintenir, d'aménager ou de faire maintenir ou aménager toutes installations distinctes, telles que guichets, entrées, comptoirs, etc., réservées à une race ou à une ethnie déterminée (art. 1). Il est de même interdit de maintenir, de placer ou de faire maintenir ou placer des inscriptions, dessins ou signes quelconques indiquant les installations distinctes visées à l'article 1er (art. 2). Les infractions à ces dispositions sont punies d'une servitude pénale principale de deux mois au maximum et d'une amende qui ne peut dépasser cinq mille zaïres ou d'une de ces peines seulement

(art. 3); la récidive peut donner lieu à la fermeture de l'établissement pour une durée ne dépassant pas deux mois (art. 4).

26. Quant à l'Ordonnance-loi No 66/342 du 7 juin 1966 relative à la répression du racisme et tribalisme :

Elle punit d'une servitude pénale d'un mois à deux ans et d'une amende de cinquante à cent mille zaïres, ou d'une de ces peines seulement, quiconque, soit par paroles, gestes, écrits, images ou emblèmes, soit par tout autre moyen, aura manifesté de l'aversion ou de la haine raciale, ethnique, tribale ou régionale, ou aura commis un acte de nature à provoquer cette aversion ou cette haine. Si l'infraction a été commise par un dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions, la servitude pénale sera de six mois au moins et l'amende de cinq mille zaïres au moins. Et si l'infraction a causé une désorganisation des pouvoirs publics, des troubles graves, un mouvement sécessionniste ou une rébellion, le coupable sera puni de la servitude pénale à perpétuité (art. 1).

Elle déclare interdites et dissoutes de plein droit les associations tribales à caractère politique (art. 3). Il en est de même des cercles, clubs, associations ou groupements dont les buts réels, l'activité ou les agissements seraient inspirés par une volonté de discrimination raciale, ethnique, tribale ou régionale (art. 3).

Seront punis d'une servitude pénale d'un mois à deux ans et d'une amende de cinq cents à cent mille zaïres ou d'une de ces peines seulement (art. 5) :

1) Ceux qui auront participé au maintien d'un cercle, d'un club, d'une association ou d'un groupement dissous en application de l'article 3 de la Loi;

2) Ceux qui, à titre quelconque, assumeront ou continueront d'assumer la direction ou l'administration de l'association visée à l'article 4.

Toute personne qui, ayant acquis connaissance, dans l'exercice de ses fonctions, d'un fait réprimé par l'article 1er ou l'article 5, ne l'aura pas dénoncé à l'autorité judiciaire dès le moment où elle l'aura connu, sera punie d'une servitude pénale de quinze jours à un an et d'une amende de deux cent cinquante à cinquante mille zaïres, ou d'une de ces peines seulement. Si le coupable est un dépositaire de l'autorité publique, la servitude pénale sera de six mois à deux ans et l'amende de cinq mille à cent mille zaïres (art. 6).

27. Comme on peut le constater, la législation zaïroise antérieure à la Convention répond parfaitement aux préoccupations sur l'élimination de la discrimination sous toutes ses formes. Ce fait place le Zaïre à l'avant-garde des pays résolus à éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes.

28. Le Zaïre se fera le plaisir de communiquer en français les différents textes invoqués ci-dessus au Secrétariat.

Article 5

29. L'ordre social au Zaïre repose sur les idéaux de liberté, d'égalité et de justice contenus dans le titre II de la Constitution ayant trait aux droits fondamentaux et aux devoirs des citoyens. Les développements précédents ont déjà fait état de la législation interdisant la discrimination raciale sous toutes ses formes. Quant à l'égalité devant la loi, nous pouvons citer à titre non limitatif :

Droit à un traitement égal devant les tribunaux et tout autre organe administrant la justice

30. Ce principe est contenu à l'article 11 de la Constitution ainsi libellé :

"Tous les Zaïrois sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois.

Aucun Zaïrois ne peut, en matière d'éducation et d'accès aux fonctions publiques ni en aucune autre matière, faire l'objet d'une mesure discriminatoire, qu'elle résulte de la loi ou d'un acte de l'Exécutif, en raison de sa religion, de son appartenance raciale ou ethnique, de son sexe, de son lieu de naissance, de sa résidence ou de ses convictions politiques."

A cette disposition s'ajoute l'article 27 de la Constitution qui proclame l'égalité des Zaïrois en droit et en dignité, avant de réprimer tout acte qui accorde des privilèges à des nationaux ou qui limite leurs droits en raison de l'origine ethnique, tribale ou régionale, de l'opinion politique ou philosophique, de la religion ou du sexe.

Droit à la sûreté de la personne et à la protection de l'Etat contre les voies de fait ou les sévices de la part soit des fonctionnaires du gouvernement, soit de tout individu, groupe ou institution

31. L'article 9 de la Constitution est libellé en ces termes :

"La personne humaine est sacrée. L'Etat a l'obligation de la respecter et de la protéger.

Toute personne a droit à la vie et à l'intégrité physique.

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des traitements inhumains ou dégradants.

Nul ne peut être mis à mort si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit."

32. Depuis son accession à l'indépendance, le Zaïre ne connaît pas les peines corporelles. Le respect de la personne et de la vie humaine a amené le législateur à édicter une série de textes à cet effet. Il s'agit notamment des articles suivants du Code pénal :

Articles 43 à 51, qui définissent et répriment l'homicide, les lésions corporelles volontaires et les voies de faits. Les peines vont de l'emprisonnement à la peine de mort;

Articles 52 à 56, qui définissent et répriment l'homicide, les lésions corporelles involontaires et les voies de faits. La peine de servitude pénale est de deux ans au maximum;

Articles 57 à 62, qui sanctionnent jusqu'à la peine de mort les épreuves superstitieuses et les pratiques barbares;

Articles 63 à 66, qui punissent le duel de la servitude pénale ne dépassant pas cinq ans;

Articles 62 bis à 66 quinquies, qui punissent la non-assistance à personne en danger. La peine de servitude pénale peut atteindre trois ans.

Articles 156 à 158, qui punissent de la peine de mort toute association formée dans le but de s'attaquer aux personnes et aux propriétés;

Articles 165 à 174 bis, qui punissent les attentats à la pudeur, aux mœurs et le viol. Les auteurs peuvent encourir la peine de mort.

L'article 180 punit tout acte arbitraire et attentatoire aux libertés et aux droits garantis aux particuliers ordonné ou exécuté par un fonctionnaire ou officier public, par un dépositaire ou agent de l'autorité publique ou de la force publique.

33. Ces différents textes s'appliquent tant aux individus qu'aux fonctionnaires et agents de l'Etat; la seconde hypothèse est souvent érigée en circonstance aggravante personnelle.

Droits politiques, notamment droit de participer aux élections - de voter et d'être candidats - selon le système de suffrage universel et égal, droit de prendre part au gouvernement ainsi qu'à la direction des affaires publiques, à tous les échelons, et droit d'accéder, dans les conditions d'égalité, aux fonctions publiques

34. Aux termes de l'article 6 de la Constitution, le suffrage est universel. Il peut être direct ou indirect. Sont électeurs dans les conditions déterminées par la loi, tous les Zaïrois des deux sexes âgés de 18 ans révolus et jouissant de leurs droits civils et politiques.

35. Par ailleurs, l'article 11 stipule qu'aucun Zaïrois ne peut en matière d'accès aux fonctions publiques ni en aucune autre matière, faire l'objet d'une mesure discriminatoire, qu'elle résulte de la loi ou d'un acte de l'Exécutif, en raison de sa religion, de son appartenance raciale ou ethnique, de son sexe, de son lieu de naissance, de sa résidence ou de ses convictions politiques.

36. Ces dispositions sont conformes à la loi électorale No 82/007 du 25 février 1982 qui permet en outre, en son article 15, à tout Zaïrois,

homme et femme, âgé de 25 ans révolus, de faire acte de candidature et être élu à tous les échelons. Toutefois, les détenus, internés pour aliénation mentale, les personnes déchues des droits civiques et politiques et celles résidant à l'étranger ne participent pas aux votes (art. 14). De même, ne peuvent être éligibles les personnes exclues de l'électorat (art. 14) et les personnes condamnées, pour infractions de droit commun, à une peine privative de liberté supérieure à un an.

37. Quant à l'accès aux différents échelons des services publics, elle obéit aux seuls critères de vacance de poste à pourvoir, l'ancienneté dans le poste inférieur et la compétence (ou mérite) individuelle (art. 66 du Statut du personnel de carrière des services publics de l'Etat).

Autres droits civils, notamment ceux énumérés à l'alinéa d, sous-alinéas I à IX de l'article 5 de la Constitution

38. Le droit de circuler librement est contenu à l'article 10 de la Constitution, qui garantit le droit de circulation.

De son côté, l'article 13 déclare inviolable la liberté de la personne humaine.

Nul ne peut être arrêté qu'en vertu de la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

La méconnaissance de cette prescription a été érigée en arrestation arbitraire que l'article 67 du Code pénal punit de peines allant de la servitude pénale à la mort.

Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit de :

Introduire un recours devant un tribunal qui statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa liberté si la détention est illégale (art. 14 de la Constitution);

Etre immédiatement informée, dans la langue qu'elle comprend, des motifs de son arrestation (art. 15);

Réclamer et obtenir une juste réparation du préjudice causé en cas d'arrestation illégale (art. 15);

Se faire assister et d'être entendue en présence d'un avocat de son choix (art. 15);

Choisir librement sa résidence à l'intérieur d'un Etat (région).

39. Aux termes de l'article 26 de la Constitution, tout Zaïrois a le droit de fixer librement son domicile ou sa résidence en un lieu quelconque du territoire de la République et d'y jouir de tous les droits qui lui sont reconnus par les lois. Ce droit ne peut être limité qu'en vertu de la loi et dans les cas qu'elle détermine. Le décret du 8 août 1959, qui n'est guère appliqué, avait arrêté à titre de mesure de défense sociale l'obligation de

s'éloigner de certains lieux ou d'une certaine région, ou celle de résider dans un lieu déterminé pendant une durée maximum d'un an. Ces mesures étaient prononcées par les cours et tribunaux soit en tant que substitut des peines assorties à l'infraction dont ils étaient saisis, soit en tant que mesures complémentaires aux peines prononcées (art. 14 et 14 b) du Code pénal).

40. A l'article 26 de la Constitution il faut ajouter les articles 11 et 27 qui ont déjà été abondamment cités.

41. Le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays : les articles 10 et 13 protègent la liberté de la personne humaine et garantissent la liberté de circulation et d'entreprise. L'exercice de tels droits peut amener l'auteur à sortir du Zaïre. De son côté, l'article 33 de la Constitution oblige l'Etat à protéger les droits et les intérêts des Zaïrois résidant à l'étranger.

Cette disposition permet à tout Zaïrois de sortir du territoire national et d'y revenir.

Le droit de revenir dans son pays est aussi proclamé à l'article 26, aux termes duquel aucun Zaïrois ne peut être expulsé du territoire de la République.

Le même article dispose qu'aucun Zaïrois ne peut être contraint, pour des raisons politiques, à résider hors de son lieu de résidence habituelle ou à l'exil.

42. Le droit à une nationalité est garanti par l'article 8 de la Constitution et par la Loi No 87/010 portant code de la famille. La possibilité de perdre la nationalité a toujours été compensée par la possibilité de la recouvrer.

43. Le droit de se marier et de choisir librement son conjoint est proclamé à l'article 29 de la Constitution. Il est également repris à l'article 334 du Code de la famille.

44. Les droits de propriété individuelle ou collective sont garantis par l'article 22 de la Constitution. Il ne peut être porté atteinte à ces droits qu'en vertu d'une loi pour des motifs d'intérêt général, sous réserve d'une préalable et équitable indemnité à verser à la personne lésée dans ses droits.

45. Le droit d'héritier, qui est aussi contenu à l'article 22 de la Constitution, est régi par les articles 755 à 931 du Code de la famille ayant trait aux successions et libéralités.

46. Le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion est garanti par l'article 17 de la Constitution. Les atteintes à ce droit sont punies de deux ans de servitude pénale selon l'article 179 du Code pénal, sans préjudice de l'application de l'Ordonnance législative No 25/231 du 25 mars 1960 déjà citée.

47. Le droit à la liberté d'opinion et d'expression est affirmé à l'article 18 de la Constitution.

48. Le droit à la liberté de réunion et d'association pacifique est reconnu par l'article 10 de la Constitution.

Droits économiques, sociaux et culturels

49. L'article 28 de la Constitution fait du travail un droit et un devoir sacré qui donne lieu, s'il échet, au paiement en contrepartie d'une rétribution juste et digne. Tout Zaïrois a le devoir de contribuer par son travail à la construction et à la prospérité de la nation.

50. Aux termes de l'article 12 de la Constitution, nul ne peut être astreint à un travail forcé ou obligatoire, sauf dans les cas prévus par la loi. Le travail étant un contrat entre l'employeur et le travailleur, ce dernier doit, avant tout engagement, s'assurer des conditions de salaire et rémunération.

51. Aux termes du Code de travail, le licenciement pour les besoins de l'entreprise doivent commencer par les travailleurs les moins anciens, et ce avec le concours des pouvoirs publics (art. 64).

52. L'article 10 de la Constitution proclame la liberté d'entreprise, d'association et de réunion. L'article 28 affirme la liberté du travailleur d'adhérer au syndicat de son choix. Il institue par ce fait même le pluralisme syndical.

53. Le droit au logement n'est pas constitutionnel. Il est institué par le Code de travail en son article 117, aux termes duquel dans le cas où le travailleur permanent, engagé en dehors du lieu d'emploi, ne peut se procurer par ses propres moyens un logement suffisant pour lui et sa famille, l'employeur est tenu de le lui assurer.

54. Les articles 138 à 143 du Code de travail réglementent l'hygiène et la sécurité du travail, tandis que les articles 144 à 150 instituent le service médical de l'entreprise. L'article 138 stipule que tout établissement doit être tenu dans un constant état de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires à la santé du personnel. Quant à l'article 144, il oblige toute entreprise ou établissement d'assurer un service médical ou sanitaire à ses travailleurs. Ces prescriptions s'inscrivent dans le cadre général de l'article 29 de la Constitution, qui stipule que toute personne a droit à un environnement sain. L'Etat veille à la protection de l'environnement et à la santé des populations.

55. L'éducation et la formation professionnelle sont prévues aux articles 5, 181 et 182 du Code de travail. A cet effet, le Zaïre a créé, depuis le 29 juin 1964, une entreprise dénommée Institut National de Préparation Professionnelle (INPP). Par ailleurs, les articles 261 à 265 du Code de travail instituent l'éducation ouvrière.

56. Aucun texte de loi ne méconnaît le droit de prendre part, dans des conditions d'égalité, aux activités culturelles.

57. En ce qui concerne le droit d'accès à tous lieux et services destinés à l'usage du public, tels que moyens de transport, hôtels, restaurants, cafés,

spectacles et parcs, les renseignements précédents ont déjà cité les textes prohibant et réprimant la discrimination dans les endroits cités ci-dessus.

Article 6

58. Aux termes de l'article 34 de la Constitution, l'étranger bénéficie sur le territoire de la République du Zaïre des mêmes droits et libertés que le Zaïrois. Il s'ensuit que la prohibition des pratiques ou mesures discriminatoires profite au Zaïrois au même titre qu'à l'étranger vivant au Zaïre.

59. D'autre part, le système judiciaire zaïrois, tant au niveau de l'organisation et de la compétence judiciaires qu'au niveau de la procédure, ne fait aucune distinction entre le national (Zaïrois) et l'étranger. Les différentes règles édictées s'appliquent aussi bien à l'étranger qu'au Zaïrois.

60. Nous avons déjà relevé que notre droit pénal érige en infraction toute pratique discriminatoire ou susceptible de conduire à la discrimination raciale, ethnique, etc. Toute personne, zaïroise ou étrangère, victime d'une pratique discriminatoire peut obtenir de son auteur la réparation du préjudice subi en s'adressant aux cours et tribunaux, sans préjudice de l'application des sanctions pénales, les cours et tribunaux ayant l'obligation de statuer sur les infractions dont ils sont saisis sans préjudice de la réparation civile consécutive à la commission de ces infractions. Bien plus, si l'acte discriminatoire émane d'une autorité publique, la victime peut en solliciter et obtenir l'annulation, avec dommages et intérêts, soit devant la Cour d'appel, soit devant la Cour suprême de justice, suivant que l'acte a été pris par une autorité régionale ou centrale.

61. L'indépendance de la magistrature ne permet pas aux autres organes de l'Etat d'interférer sur la procédure judiciaire ni d'orienter les décisions de justice.

Article 7

62. Aux termes de l'article 35 de la Constitution, l'Etat a le devoir d'assurer la diffusion et l'enseignement de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que de tous les instruments internationaux dûment ratifiés et relatifs aux droits de l'homme.

63. Il a l'obligation d'intégrer les droits de la personne humaine dans tous les programmes de formation scolaire, des forces armées et des services de sécurité.

64. Indépendamment de cette disposition, les programmes universitaires concernant l'enseignement du droit font une place à l'enseignement des droits constitutionnels et des droits de l'homme. Les principes des droits de l'homme sont enseignés aux écoles de l'armée, de la gendarmerie et de la garde civile.

Liste des références 1/

1. Recueil des textes constitutionnels Editions ISE-Consult
Kin Avril 1991
2. Code pénal zaïrois
3. Code de la famille
4. Code du travail
5. Code judiciaire
6. Loi No 77/027 du 17/11/1977 portant mesure de rétrocession des biens
zaïrianisés ou radicalisés (Journal Officiel)
7. Loi électorale No 82/007 du 25 février 1982 (Journal Officiel).

1/ Ces documents sont à la disposition des membres du Comité dans les archives du Secrétariat.